

DOSSIER DE PRESSE

# Séance plénière du lundi 13 décembre 2021

## Vote du budget primitif 2022



## Sommaire

Ce lundi 13 décembre 2021, les élus départementaux se sont réunis en séance plénière pour voter le budget primitif pour 2022.

► Feuille de route pour le mandat 2021-2028	4
► Vote du budget primitif 2022	5
► Territoires zéro chômeur	6
► 1000 emplois d'ici 2028	7

# Jean-Luc Gleyze présente sa feuille de route pour le mandat 2021-2028

**Retrouvez ci-dessous l'essentiel de la feuille de route fixée par Jean-Luc Gleyze avec ses vice-présidents et élus délégués.**

## **Pour une Gironde solidaire et fraternelle :**

- ▶ en décuplant les capacités à insérer les personnes éloignées de l'emploi, notamment en incitant les territoires à s'inscrire dans l'expérimentation Territoire zéro chômeur de longue durée
- ▶ en lançant l'ambition « une commune un projet d'habitat »
- ▶ en créant un service public de la prévention de la petite enfance à la jeunesse
- ▶ en expérimentant la mise en place d'une sécurité sociale alimentaire
- ▶ en soutenant l'aidance
- ▶ en intensifiant l'amélioration du service d'aide sociale à l'enfance par la création de poste et la diffusion de formations à destination des professionnels et des acteurs de la prévention
- ▶ en instaurant des droits à vie pour les personnes en situation de handicap
- ▶ en développant la médiation et l'apprentissage des pratiques numériques
- ▶ en poursuivant le travail en cours sur l'installation d'une mutuelle départementale et en nous engageant à la lutte contre les déserts médicaux.

## **Pour une Gironde équitable :**

- ▶ en aidant davantage les territoires qui ont le moins, en renforçant le dialogue et en adaptant l'accompagnement par la différenciation : conférence des intercommunalités, deuxième génération des pactes territoriaux, lancement de trois missions territoriales : Médoc, Entre-deux-Mers et Pays Foyen, Libournais et Haute-Gironde
- ▶ en créant ou améliorant des équipements culturels structurants sur les territoires (Maison des bibliothèques à Eysines, nouveau siège de l'IDDAC à Bègles, domaine de Plassac, domaines départementaux),
- ▶ en organisant les différentes formes de mobilité par le biais de contrat territoriaux en faveur des mobilités durables : aires de covoiturage, voies dédiées, ferroviaires, vélo
- ▶ en poursuivant le plan collège dans une réflexion dynamique avec les communes (conception, partage des infrastructures, fourniture de produits locaux pour la restauration scolaire).

## **Pour une Gironde responsable :**

- ▶ en atteignant la neutralité carbone des activités et des services de l'administration départementale d'ici à 2050
- ▶ en étendant le modèle de ferme départementale inspiré du domaine de Nodris, et en intensifiant la stratégie Gironde Alimen'terre
- ▶ en renforçant la stratégie foncière pour étendre les espaces naturels sensibles dans une logique de continuité écologique, et s'inscrire dans la stratégie nationale des aires protégées
- ▶ en instaurant un budget départemental résilient
- ▶ en participant au développement du tourisme social

## **Pour une Gironde citoyenne :**

- ▶ en améliorant la qualité de l'accueil, les délais de réponse, en développant la pair-aidance, en simplifiant les procédures
  - ▶ en instaurant un coupon sport permettant le développement de l'accès aux activités sportives et en diversifiant les pratiques
  - ▶ en renouvelant la pratique participative avec le budget participatif
  - ▶ en poursuivant la lutte en faveur de l'égalité entre femmes et hommes
  - ▶ en permettant à toutes et tous d'avoir accès à la fibre optique
-

# Vote du budget primitif 2022

**2,07 milliards**

BUDGET PRÉVISIONNEL 2022

**1 milliard**

DÉDIÉ À LA SOLIDARITÉ

**315 M€**

D'INVESTISSEMENTS SUR LES  
TERRITOIRES

Le Budget Primitif 2022 est le premier de cette nouvelle mandature : trait d'union entre les engagements précédents continuant de produire des effets en 2022 et ceux qui commenceront à traduire les orientations politiques nouvelles.

Il permet de répondre aux défis à court, moyen et long termes auxquels elle est confrontée : fragilité sociale, attractivité départementale et essor démographique (+1,1% de population INSEE en 2022).

## Léger recul des recettes

Malgré une reprise de croissance du PIB estimée à + 4% en 2022, il est nécessaire de rappeler que le Département est désormais fragilisé par une structure de recettes volatiles et sur laquelle il n'a aucun pouvoir de modulation.

Les recettes sont en particulier tributaires du marché de l'immobilier (DMTO) ainsi que de la consommation (TVA).

Le budget doit donc, plus que jamais, être construit avec une logique prudentielle sur le niveau de recettes attendues au regard, à l'inverse, de l'extrême rigidité des dépenses.

Ainsi, les recettes 2022 pourraient être de 1,76 milliard d'euros, soit -2,5 % par rapport à la réalisation prévisionnelle de 2021 en raison notamment de la baisse de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises.

## Dépenses de fonctionnement

- ▶ Le Département consacre près des 2/3 des crédits de fonctionnement c'est-à-dire 1,047 milliard d'euros au budget de la solidarité (+ 3% par rapport au compte administratif prévisionnel en raison notamment de la réforme des rémunérations des services d'aide et d'accompagnement à domicile)
- ▶ +1,5% pour le SDIS (94,9 M€)
- ▶ +17% pour la contribution aux mécanismes de péréquation (81 M€)
- ▶ +11%, un effort significatif pour les moyens humains liés au déploiement des politiques publiques départementales, pour faire face à l'essor démographique du Département (créations de postes pour l'ouverture de nouveaux collèges, renforcement des politiques de solidarité envers les aînés, les personnes handicapées et la protection de l'enfance). De plus, il est nécessaire de renforcer l'attractivité de la collectivité départementale au regard des besoins de recrutement du fait d'une pyramide des âges inversée et de la perspective de doublement des départs en retraite dans les prochaines années. (150 à 160 départs jusqu'ici, 250 à 300 prévus pour le reste du mandat)
- ▶ Près de 105 M€ pour le développement et la vitalité des territoires (participations et subventions, voirie, transports, prévention spécialisée).

## 315 millions d'euros d'investissements en 2022

Grâce à une stratégie financière rigoureuse lui permettant de dégager une épargne de 111 M€, le Département va pouvoir déployer une capacité d'investissement de 315,8 millions d'euros

Il contribue ainsi à la vitalité économique du territoire : 184,4 M€ pour les Collèges, 36,8 M€ pour les infrastructures, 11,3 M€ pour la politique numérique, 2,2 M€ pour l'environnement. 26,4 M€ pour les communes, 8,9 M€ pour le logement.

## Pour des territoires Zéro chômeur en Gironde

**1142**

EMPLOIS CRÉÉS PAR ZÉRO  
CHÔMEUR EN FRANCE

**13**

TERRITOIRES HABILITÉS EN  
NOVEMBRE 2021

Depuis son lancement en 2016, 10 territoires expérimentent le dispositif vertueux «Territoire zéro chômeur de longue durée » à l'échelle nationale. Cette expérimentation vise à redéployer les prestations sociales existantes, comme le Revenu de Solidarité Active (RSA), pour la création d'emplois, non concurrents d'emplois existants, par des Entreprises à But d'Emploi (EBE), destinés à toutes les personnes bénéficiaires de ces aides sur un territoire habilité pour 5 ans. Tout chômeur de longue durée qui le souhaite, peut ainsi se voir proposer un emploi à durée indéterminée et à temps choisi sur son lieu de vie. En décembre 2020, une deuxième loi ouvre ce dispositif à 50 nouveaux territoires.

La Département soutient déjà deux territoires candidats : la commune de Castillon la Bataille et la Ville de Bordeaux. Comme annoncé dans sa feuille de route, il espère développer ces initiatives dans les territoires les plus pauvres du Département.

### >Soutien au projet de la commune de Castillon la Bataille

Accompagnée par le Département, la commune s'est mobilisée très tôt et a été identifiée comme projet émergent par l'Association Nationale Territoire Zéro Chômage de Longue Durée dès 2017. Bien que non retenue lors des sélections en 2016, elle l'a poursuivi en étroite collaboration avec les personnes privées durablement d'emploi directement concernées et les différents partenaires locaux, afin d'être prête pour la deuxième vague de candidatures. Dans ce cadre, **le Département cofinance le poste de Chef.fe de projet depuis 2017 pour un montant total de 110 815 €.**

En 2020, l'association CASTIL'AB, préfigurant l'Entreprise à But d'Emploi (EBE) a été créée et les types d'activités envisagés pour les futurs emplois sont notamment :

- °La conciergerie de ville & la gestion interne (secrétariat, paye et comptabilité...)
- °Les fabrications de mobiliers en palettes perdues
- °Les confections diverses en tissus recyclés
- °La cantine interne et la réalisation de pâtisseries américaines

### >Soutien au projet de la Ville de Bordeaux

Le Département, membre du Comité Local de l'Emploi, apporte son soutien au projet porté par la ville en participant activement aux travaux des commissions thématiques et via son expertise en la matière.

Le territoire proposé est le quartier du Grand-parc, identifié comme projet émergent par l'Association Nationale Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée depuis novembre 2020.

Les secteurs d'activités identifiés sur ce territoire sont :

- °La boucle alimentaire (production maraîchère, collecte des invendus, conserverie, ramassage biodéchets)
- °La conciergerie
- °Le réemploi d'objets (réparation véhicules, repair-café)

## D'ici 2028, 1000 emplois au sein du Département

**6914**

NOMBRE D'AGENT.E.S

**2e**

EMPLOYEUR DE GIRONDE

**12 M€**

POUR LA REFONTE DU RÉGIME  
INDEMNITAIRE

D'ici 2028, 1000 emplois à pourvoir au sein du Département pour répondre à la croissance de la population girondine et anticiper les départs à la retraite afin de répondre aux besoins quotidiens des Girondines et Girondins et garantir la continuité et la qualité des services publics.

Ce budget primitif 2022 traduit et amorce un effort financier inédit et nécessaire, en faveur des agents, actuels et futurs du Département avec :

### **Une revalorisation significative du régime indemnitaire de la collectivité**

permettant tout d'abord, la rémunération des agents à la hauteur de leur investissement et de leur implication, et une mise à niveau par rapport aux autres institutions locales. Avec pour but de rendre le Département, en tant qu'employeur, plus attractif et compétitif pour les besoins de recrutement et de fidélisation des talents. Cette revalorisation réduit également les écarts entre les filières et participe à la résorption des inégalités salariales entre les femmes et les hommes.

### **1000 recrutements sur la mandature**

Au vu de la configuration de la pyramide des âges, avec plus de 50% de l'effectif âgé de plus de 50 ans, le nombre de départs à la retraite sera doublé d'ici deux à trois ans.

Le Département entend ainsi redéployer ses effectifs sur l'ensemble du territoire et lance une large campagne de recrutements, d'ici à la fin du mandat, notamment dans le cadre d'ouvertures ou agrandissements de collèges (Plan Collèges), mais aussi sur toutes ses compétences sociales, comme par exemple la formation et le recrutement d'Assistant.e.s famili.aux.ales. Le statut et la spécificité de certains métiers seront également revus pour mieux couvrir le besoin des agents, parmi eux, celui d'Assistant.e social.e.

### **Apprentissage et le partenariat avec les Universités**

pour l'insertion et l'accompagnement en faveur de l'emploi des jeunes. La collectivité accueille des apprentis au sein de ses services passant ainsi de 38 jeunes fin 2018 à 85 à ce jour. Elle compte maintenir un effectif de 85 apprentis sur 2022.

Cet effort budgétaire sans précédent correspond à un investissement pour l'avenir du territoire et de la collectivité et garantit des conditions de travail stables, qualitatives et optimales. Il témoigne également de la reconnaissance des agents qui font la valeur du Département

## Nouveau plan pour la diversité et l'égalité pour 2022-2025

**862 950 €**

**SOUTIEN AUX STRUCTURES  
QUI ACCOMPAGNENT LES  
VICTIMES DE VIOLENCES ET  
LEURS ENFANTS**

**66%**

**DE FEMMES PARMI LES  
AGENTS DU DÉPARTEMENT**

Depuis 2016, la cause pour l'égalité entre les femmes et les hommes fait partie des combats menés par le Département. Le prochain plan d'action départemental, en complément de l'égalité femmes-hommes et de la lutte contre les violences, intégrera un nouveau pilier à cette cause, la « diversité ».

Dans la continuité de la démarche « Territoire 100% inclusif », le Département continue à déconstruire les stéréotypes, y compris au sein de la collectivité, en pointant les métiers genrés et favorisant la mixité dans chaque filière.

Un plan d'actions mettra en évidence les objectifs du Département pour devenir totalement inclusif, en tant qu'employeur comme à travers les politiques publiques qu'il déploie.

En 2022, deux temps forts ponctueront l'action volontariste du Département :

> en mars, mois de la Diversité et de l'Egalité, des temps d'échange seront organisés autour de la discrimination liée au handicap

> en novembre, les conférences consacrées à la lutte contre les violences faites aux femmes seront reconduites en collaboration avec les acteurs publics et associatifs girondins

#### **Contacts presse**

Typhaine CORNACCHIARI :  
05 56 99 65 26 - 06 18 18 22 44  
typhaine.cornacchiari@gironde.fr

Marie-Hélène POPELIER :  
05 56 99 51 25 - 06 22 26 69 72  
m.popelier@gironde.fr

**Site :** [Gironde.fr](http://Gironde.fr)

**Facebook :** Département de la Gironde

**Twitter :** @gironde